



DÉCISION DE L'AFNIC
service-credit-boursorama.fr
Demande n° FR-2020-02025

I. Informations générales

i. Sur les parties au litige

Le Requérant : La Société BOURSORAMA

Le Titulaire du nom de domaine : Monsieur N.

ii. Sur le nom de domaine

Nom de domaine objet du litige : service-credit-boursorama.fr

Date d'enregistrement du nom de domaine : 28 avril 2020 soit postérieurement au 1^{er} juillet 2011

Date d'expiration du nom de domaine : 28 avril 2021

Bureau d'enregistrement : 1&1 IONOS SE

II. Procédure

Une demande déposée par le Requérant auprès de l'Afnic a été reçue le 30 avril 2020 par le biais du service en ligne SYRELI.

Conformément au règlement SYRELI (ci-après le Règlement) l'Afnic a validé la complétude de cette demande en procédant aux vérifications suivantes :

- Le formulaire de demande est dûment rempli.
- Les frais de Procédure ont été réglés par le Requérant.
- Le nom de domaine est actif.
- Le nom de domaine a été créé ou renouvelé postérieurement au 1^{er} juillet 2011.
- Le nom de domaine visé par la procédure ne fait l'objet d'aucune procédure judiciaire ou extrajudiciaire en cours.

L'Afnic a procédé au gel des opérations sur ce nom de domaine et a notifié l'ouverture de la procédure au Titulaire le 15 mai 2020.

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

Le Collège SYRELI de l'Afnic (ci-après dénommé le Collège) composé de Loïc DAMILAVILLE (membre titulaire), Régis MASSÉ (membre titulaire) et Marianne GEORGELIN (membre suppléant) s'est réuni pour rendre sa décision le 18 juin 2020.

III. Argumentation des parties

i. Le Requérant

Selon le Requérant, l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <service-credit-boursorama.fr> par le Titulaire, est est « susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité » et le Titulaire ne justifie pas « d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi ».

(Art. L. 45-2 du code des postes et des communications électroniques)

Dans sa demande, le Requérant a fourni les pièces suivantes :

- Pouvoir et ses annexes donnés le 21 octobre 2019 jusqu'au 31 décembre 2020 par la société BOURSORAMA à la société NAMESHIELD pour la présente procédure SYRELI ;
- Extrait Kbis du 02 octobre 2019 de la société BOURSORAMA immatriculée le 09 septembre 2003 sous le numéro 351 058 151 au R.C.S. de Nanterre ;
- Notice complète de la marque française « BOURSORAMA » numéro 98723359 enregistrée le 13 mars 1998 par le Requérant et régulièrement renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38 et 42 ;
- Notice complète de la marque française semi-figurative « BOURSORAMA » numéro 3040225 enregistrée le 7 juillet 2000 par le Requérant et régulièrement renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38, 41 et 42 ;
- Notice complète de la marque de l'Union européenne « BOURSORAMA » numéro 1758614 enregistrée le 13 juillet 2000 et régulièrement renouvelée par le Requérant pour les classes 9, 16, 35, 38, 41 et 42 ;
- Notice complète de la marque française « BOURSORAMA » numéro 3565867 enregistrée le 31 mars 2008 et régulièrement renouvelée par le Requérant pour la classe 36 ;
- Notice complète de la marque française semi-figurative « BOURSORAMA » numéro 3676765 enregistrée le 16 septembre 2009 par le Requérant pour les classes 35, 36 et 38 ;
- Extraits de la base Whois des noms de domaine enregistrés par la société BOURSORAMA:
 - <banqueboursorama.fr> le 27 mai 2005 ;
 - <boursorama-banque.fr> le 27 mai 2005 ;
 - <boursorama.fr> le 3 juin 2005 ;
- Extrait du 30 avril 2020 de la base Whois du nom de domaine <service-credit-boursorama.fr> enregistré le 28 avril 2020 par le Titulaire ;
- Capture d'écran du 30 avril 2020 de la page « Qui sommes-nous » du site web <https://groupe.boursorama.fr> ;
- Capture d'écran, datée du 30 avril 2020, de la page web vers laquelle renvoie le nom de domaine <service-credit-boursorama.fr> indiquant : « Hum, nous ne parvenons pas à trouver ce site. » ;
- Résultats obtenus le 30 avril 2020 après une recherche sur le terme <SERVICE CREDIT BOURSORAMA> effectuée avec le moteur de recherche Google ;
- Décision du Collège SYRELI de l'Afnic n°FR-2020-01966 concernant le nom de domaine <boursoramabanque-france.fr> rendue le 31 mars 2020.

Dans sa demande, le Requérant indique que :

[Citation complète de l'argumentation]

« La société BOURSORAMA (le « Requérant ») (Annexe 1) soutient que l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <service-credit-boursorama.fr> par l'actuel titulaire (« le Titulaire ») est « susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité, et que le titulaire ne justifie pas d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi » (Art. L.45-2 du Code des Postes et des Communications Electroniques).

I. Intérêt à agir

Le Requérant soutient avoir un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <service-credit-boursorama.fr> enregistré le 28 avril 2020 (Annexe 2).

Créé en 1998, le Requérant est un acteur pionnier et leader sur ses trois activités principales : la banque en ligne, le courtage en ligne et l'information financière sur Internet. En France, BOURSORAMA est la référence en matière de banque en ligne, avec plus de 2 000 000 de clients. Son site internet officiel <boursorama.com> est le premier site d'information économique et la première plateforme de banque en ligne. Ce site comptait 30 millions de visites mensuelles en 2018 (Annexe 3).

Le Requérant est propriétaire des marques enregistrées suivantes, constituées du terme « BOURSORAMA » (Annexe 4):

- Marque française « BOURSORAMA » n° 98723359 enregistrée le 13-03-1998 et dûment renouvelée ;
- Marque française semi-figurative « BOURSORAMA » n° 3040225 enregistrée le 07-07-2000 et dûment renouvelée ;
- Marque de l'Union Européenne « BOURSORAMA » n° 1758614 enregistrée le 13-07-2000;
- Marque française « BOURSORAMA » n° 3565867 enregistrée le 31-03-2008 ;
- Marque française semi-figurative « BOURSORAMA » n° 3676765 enregistrée le 16-09-2009 et dûment renouvelée.

Le Requérant est également titulaire de nombreux noms de domaine comprenant le terme « BOURSORAMA », dont (Annexe 5):

- <banqueboursorama.fr> enregistré et régulièrement renouvelé depuis le 27-05-2005 ;
- <boursorama-banque.fr> enregistré et régulièrement renouvelé depuis le 27-05-2005 ;
- <boursorama.fr> enregistré et régulièrement renouvelé depuis le 03-06-2005.

Le nom de domaine litigieux est actuellement inactif (Annexe 6).

Le Requérant soutient que l'ajout des termes « SERVICE » et « CREDIT », en lien avec l'activité du Requérant, à sa marque « BOURSORAMA », crée un risque de confusion.

En conséquence, le Requérant dispose de droits antérieurs et donc d'un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <service-credit-boursorama.fr>.

II. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE

A. Atteinte aux droits invoqués par le Requérant

Le Requérant soutient que le nom de domaine litigieux <service-credit-boursorama.fr> est composé de la marque « BOURSORAMA » associée au terme générique en lien à son activité « CREDIT » et au terme générique « SERVICE ».

Il a été reconnu dans de précédentes décisions que l'enregistrement l'ajout de termes génériques en lien avec le Requérant et son activité constitue une atteinte aux marques antérieures « BOURSORAMA ». Merci de consulter la décision SYRELI FR-2020-01966 concernant le nom de domaine <boursoramabanque-france.fr> (Annexe 7).

L'extension « .FR » ne permet pas de modifier l'impression d'ensemble que le nom de domaine litigieux est lié au Requérant. L'internaute pourrait en effet illégitimement croire que le nom de domaine litigieux est affilié au Requérant.

Par conséquent, le Requérant soutient que le nom de domaine litigieux est similaire à la marque antérieure « BOURSORAMA » sur laquelle le Requérant a des droits au point de prêter à confusion, et porte donc atteinte aux droits antérieurs du Requérant.

B. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

Absence d'intérêt légitime du Titulaire

Selon les informations whois (Annexe 2), le Titulaire a enregistré le nom de domaine

<service-credit-boursorama.fr> le 28 avril 2020, soit de nombreuses années après l'enregistrement des marques « BOURSORAMA » (Annexe 4).

Le Requéant indique qu'il ne connaît pas le Titulaire, et que ce dernier ne dispose d'aucun lien d'aucune sorte avec la société BOURSORAMA, ni d'aucune autorisation ou licence d'utilisation de ce terme, ni de droit d'enregistrer le nom de domaine litigieux.

Le Requéant indique qu'il ne connaît pas le Titulaire, et que ce dernier ne dispose d'aucun lien d'aucune sorte avec la société BOURSORAMA, ni d'aucune autorisation ou licence d'utilisation de ce terme, ni de droit d'enregistrer le nom de domaine litigieux.

Le nom de domaine litigieux est actuellement inactif (Annexe 6).

Dès lors, le Requéant soutient que le Titulaire ne dispose d'aucun droit ou intérêt légitime concernant le nom de domaine litigieux.

Mauvaise foi du Titulaire

Le Requéant est titulaire de plusieurs marques « BOURSORAMA » antérieures à l'enregistrement du nom de domaine, et est doté d'une notoriété importante sur le territoire français (Annexe 3).

En outre, les termes « SERVICE CREDIT BOURSORAMA » n'ont de sens qu'en relation avec le Requéant (Annexe 8) et le terme « CREDIT » fait référence aux activités bancaires du Requéant (Annexe 3).

Par conséquent, le Titulaire, domicilié en France, ne pouvait ignorer l'existence de la marque « BOURSORAMA » du Requéant au moment de l'enregistrement du nom de domaine litigieux, et il ne peut utiliser le nom de domaine sans créer un risque de confusion certain avec ses marques, noms de domaine et site internet antérieur associé.

Par ailleurs, le nom de domaine litigieux <service-credit-boursorama.fr> redirige vers une page n'affichant aucune exploitation légitime évidente (Annexe 6). Le Titulaire n'a ainsi démontré ni ne s'est préparé à utiliser le nom de domaine dans le cadre d'une offre de bonne foi de biens ou de services.

En conséquence, le Requéant soutient que le Titulaire a enregistré le nom de domaine <service-credit-boursorama.fr> principalement dans le but de profiter de sa renommée du Requéant en créant un risque de confusion dans l'esprit du consommateur avec intention de le tromper.

Ainsi, le Requéant sollicite du Collège la transmission du nom de domaine litigieux <service-credit-boursorama.fr> à son profit.

[Liste des Annexes].».

Le Requéant a demandé la transmission du nom de domaine.

ii. Le Titulaire

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

IV. Discussion

Au vu des dispositions du droit commun relatives à la charge de la preuve,
Au vu des écritures et pièces déposées par les deux parties,
Au vu des dispositions du Règlement,
Au vu des dispositions prévues à l'article L. 45-6 du Code des Postes et des Communications Electroniques,

Le Collège a évalué :

i. L'intérêt à agir du Requéant

Au regard des pièces qui ont été fournies par le Requéant, le Collège constate qu'au moment du dépôt de la demande, le nom de domaine <service-credit-boursorama.fr > est similaire :

- À la dénomination sociale du Requêteur, la société BOURSORAMA immatriculée le 9 septembre 2003 sous le numéro 351 058 151 au R.C.S de Nanterre ;
- Aux marques suivantes enregistrées par le Requêteur :
 - o Aux composantes verbales des marques françaises semi-figuratives « BOURSORAMA » numéro 3040225 enregistrée le 7 juillet 2000 et dûment renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38, 41 et 42 et numéro 3676765 enregistrée le 16 septembre 2009 pour les classes 35, 36 et 38 ;
 - o La marque française « BOURSORAMA » numéro 98723359 enregistrée le 13 mars 1998 et dûment renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38 et 42 ;
 - o La marque de l'Union européenne « BOURSORAMA » numéro 1758614 enregistrée le 13 juillet 2000 par le Requêteur et dûment renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 38, 41 et 42 ;
 - o La marque française « BOURSORAMA » numéro 3565867 enregistrée le 31 mars 2008 par le Requêteur et dûment renouvelée pour la classe 36.
- Aux noms de domaine enregistrés par le Requêteur et notamment :
 - o <banqueboursorama.fr> le 27 mai 2005 ;
 - o <boursorama-banque.fr> le 27 mai 2005 ;
 - o <boursorama.fr> le 3 juin 2005.

Le Collège a donc considéré que le Requêteur avait un intérêt à agir.

ii. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE

a. Atteinte aux droits invoqués par le Requêteur

Le Collège constate que le nom de domaine <service-credit-boursorama.fr> est similaire aux marques antérieures du Requêteur et notamment à la marque française « BOURSORAMA » numéro 98723359 enregistrée le 13 mars 1998 et dûment renouvelée car il est composé de la reprise identique de la marque « BOURSORAMA » du Requêteur et des termes génériques « service » et « crédit » faisant référence aux activités du Requêteur.

Le Collège a donc considéré que le nom de domaine était susceptible de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle du Requêteur.

Conformément à l'article L. 45-2 du CPCE cité ci-dessus, le Collège s'est ensuite posé la question de savoir si le Requêteur avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire.

b. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

- Sur l'absence d'intérêt légitime du Titulaire

Le Collège constate que le Requêteur déclare n'avoir aucun lien d'aucune sorte avec le Titulaire qui n'est ni un partenaire, ni un licencié et qui ne détient aucune autorisation pour utiliser ses marques, ni pour exploiter le nom de domaine <service-credit-boursorama.fr>.

- Sur la mauvaise foi du Titulaire

Le Collège constate que :

- Le Requêteur est titulaire de plusieurs marques antérieures « BOURSORAMA » et notamment la marque française antérieure « BOURSORAMA » numéro 98723359 enregistrée le 13 mars 1998 et dûment renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38 et 42 ;
- Fondé en 1998, le Requêteur exploite ses marques « BOURSORAMA » pour ses activités bancaires et financières sur internet ;
- Le Requêteur est un acteur pionnier et leader sur ses trois activités principales : la banque en ligne, le courtage en ligne et l'information financière sur Internet ; il comptabilise plus

- de 2 000 000 clients avec 30 millions de visites mensuelles sur son site web ;
- Le nom de domaine <service-credit-boursorama.fr> est composé de la reprise à l'identique des marques antérieures du Requérant « BOURSORAMA » et des termes « services » et « crédit » faisant référence aux activités proposées par ce dernier et protégées par ses marques ;
- Le Requérant indique que le site web vers lequel renvoie le nom de domaine <service-credit-boursorama.fr> présente une page blanche sur laquelle figure la phrase « *Hum, nous ne parvenons pas à trouver ce site.* » ;
- Le Titulaire n'a pas déposé de réponse pour contester ces éléments.

Muni de ce faisceau d'indices, le Collège a ainsi considéré que le Titulaire résidant en France, ne pouvait ignorer l'existence des droits du Requérant et que les pièces fournies par le Requérant permettaient de conclure que le titulaire avait enregistré le nom de domaine <service-credit-boursorama.fr> dans le but de profiter de la renommée du Requérant en créant un risque de confusion dans l'esprit du consommateur.

Le Collège a donc conclu que le Requérant avait apporté la preuve de la mauvaise foi du Titulaire telle que définie à l'article R. 20-44-46 du CPCE et a décidé que le nom de domaine <clients-boursorama-banque.fr> ne respectait pas les dispositions de l'article L. 45-2 du CPCE.

V. Décision

Le Collège a décidé d'accepter la demande de transmission du nom de domaine <service-credit-boursorama.fr> au profit du Requérant, la société BOURSORAMA.

VI. Exécution de la décision

Conformément à l'article (II) (viii) du Règlement, la décision de l'Afnic ne sera exécutée qu'une fois écoulé un délai de quinze (15) jours civils à compter de la notification de la décision aux parties.

Conformément à l'article (II) (vii) du Règlement, l'Afnic notifie par courrier électronique et postal la décision à chacune des parties.

Elle procédera au dégel des opérations sur le nom de domaine selon les dispositions du Règlement.

Le Bureau d'enregistrement est informé de la décision par courrier électronique.

À Montigny-le-Bretonneux, le 29 juin 2020

Pierre BONIS - Directeur général de l'Afnic

